



Appel du 18 juin 2013 de la CGT Finances Publiques À LA RÉSISTANCE ET À LA RIPOSTE !

Ce Mardi 18 Juin 2013, nous, 230 militant-e-s de la CGT Finances Publiques de l'Île-de-France rassemblé-e-s avec les militant-e-s de la direction nationale du syndicat (commission exécutive nationale), lançons un appel à tou-te-s nos collègues pour, dans l'unité avec les autres organisations syndicales de la DGFIP, construire contre la démarche stratégique la riposte et pour bâtir un plan d'urgence pour sauver nos emplois, nos missions, nos statuts particuliers.

Ce mardi 18 juin, nous avons échangé sur les réalités quotidiennes de nos services qui connaissent les sous-effectifs et la désorganisation dues à l'empilement des restructurations incessantes. Les réalités de nos services, ce sont aussi la dégradation des conditions de travail, avec notamment bien souvent des travaux immobiliers en sites occupés qui perdurent, la réduction des espaces de travail et des conditions d'accueil et de réception du public qui se détériorent.

Ce mardi 18 juin, nous avons débattu des projets liquidateurs affectant notre administration incarnés notamment par la démarche stratégique déclinaison à la DGFIP de la MAP (modernisation de l'action publique) et de l'acte III de la décentralisation.

A la veille de la publication officielle de cette démarche stratégique nous estimons que l'heure est à la mobilisation générale des agent-e-s de la DGFIP !

Le gouvernement, les 20 et 21 juin, convoque la deuxième conférence sociale avec notamment comme ordre du jour : une nouvelle aggravation de la réforme du marché du travail, l'accompagnement de l'acte III de la décentralisation avec une attaque contre le statut général des fonctionnaires et une nouvelle offensive contre les régimes de retraites et notamment le Code des Pensions.

Dans ce contexte, nous faisons nôtre la déclaration des 6 fédérations des fonctionnaires (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC et CGC) qui affirment notamment :

« En s'inscrivant dans les politiques d'austérité qui visent à réduire toujours plus la dépense publique, la politique gouvernementale hypothèque toute amélioration du fonctionnement de la Fonction publique, mais aussi celles des rémunérations, pourtant indispensables à la relance de l'économie et de l'emploi. La Fonction Publique est un acteur économique et constitue une richesse pour le pays.

Alors qu'à la prochaine conférence sociale va s'ouvrir un nouveau débat sur les retraites, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, CFTC et CGC tiennent à réaffirmer leur volonté de préservation du système de retraite par répartition pour tous les salariés. De même, elles rappellent leur attachement au Code des pensions civiles et militaires et elles n'accepteront aucun nouveau recul (maintien du calcul des pensions sur l'indice détenu 6 mois avant le départ, durée de cotisation et report de l'âge de départ...). En outre, il est urgent de corriger les baisses des pensions et les inégalités produites par les précédentes lois.

Enfin, elles soulignent de nouveau la nécessité d'en finir avec les suppressions d'emplois dans de nombreux secteurs de la Fonction publique, conséquences de la RGPP (révision générale des politiques publiques), d'HPST (Loi Hôpital, Patients, Santé, et territoires), RCT (Réforme des Collectivités Territoriales), et dont le projet de loi d'Acte III et la MAP sont aujourd'hui la continuité. »

Montreuil, le 19 juin 2013

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

La direction générale devrait communiquer dans les prochains jours la mouture définitive de la démarche stratégique. Dans un document préparatoire, publié en début d'année, nous retrouvons explicités les dessous de cette offensive contre les garanties des agents et les fondements du service public. Nous en livrons quelques extraits.

- ▶ Concentrer les services comme les SPF (Services de la Publicité Foncière) ou les SIE (Services des Impôts des Entreprises) et moduler l'accueil des usagers. Il s'agit de « booster » les restructurations pour accompagner les suppressions massives d'emplois contre la qualité du service public.
- ▶ Spécialisation des trésoreries pour mieux s'adapter à la loi HPST, à l'intercommunalité et accompagner l'acte III de la décentralisation : nouvelles spécialisations envisagées en pôles nationaux, régionaux ou départementaux pour faciliter les suppressions d'emplois, spécialiser au maximum pour mieux regrouper au niveau régional ou inter-régional des centres de services partagés et créer des agences comptables départementales ou régionales pour la gestion des établissements publics de taille modeste.
- ▶ Cette liste des services supprimés, regroupés, régionalisés n'est pas exhaustive. Par exemple il faut citer la reprise de la fusion SIP/CDIF, la fusion des services de l'enregistrement avec les SPF, la constitution de pôles patrimoniaux et des missions, comme le contrôle fiscal départemental, qui pourraient être régionalisées...
- ▶ Quant à la tenue du plan cadastral et aux évaluations domaniales, c'est bien leur externalisation qui est visée comme les Domaines avec leur transformation en établissement public.
- ▶ Alors que des règles de gestion communes aux agents des deux filières ont été élaborées, voici maintenant que le voile se déchire. L'administration envisage de revenir sur les garanties concédées.

Exemple : élargissement des RAN, allongement de la durée de séjour dans le département, postes à profil contre la règle de l'ancienneté.

Aucun service, aucun agent ne sera épargné par cette nouvelle entreprise de démantèlement de notre administration. A cela s'ajoute la volonté de gérer au plan interministériel et ainsi de niveler vers le bas : les rémunérations et régimes indemnitaires, les plans de qualification, les services sociaux voire les services des ressources humaines.

Nous mesurons la gravité de la situation. Voilà pourquoi, **nous 230 militant-e-s de la CGT Finances Publiques de l'Ile-de-France rassemblé-e-s avec les militant-e-s de la direction nationale du syndicat national**, nous nous engageons, dans l'unité la plus large, à organiser la résistance, sans délai, sur tous les terrains et à créer les conditions de la réussite des **Etats Généraux à la DGFIP, pour l'arrêt de la démarche stratégique, pour gagner les moyens nécessaires à l'exercice de toutes les missions** par la mise en place de processus d'actions et de **grève avec manifestation nationale.**

